

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
320 Chemin de Maquens  
11 000 CARCASSONNE

Carcassonne, le 01/08/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **Cave MONT TAUCH SCA**

2, rue cave coopérative  
11350 TUCHAN

Références : UID11/66-C1-2022-xxx  
Code AIOT : 0006603706

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/06/2022 dans l'établissement Cave MONT TAUCH SCA implanté 2, rue cave coopérative 11350 TUCHAN. L'inspection a été annoncée le 04/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite pour ce site de 3 ans. La précédente inspection a été effectuée le 17 avril 2018 par la DDTM de l'Aude.

L'inspection a pour objet de vérifier par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE ».

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Cave MONT TAUCH SCA
- 2, rue cave coopérative 11350 TUCHAN
- Code AIOT : 0006603706
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La cave a été créée en 1913.

Elle a fusionné avec la cave de Paziols en 1996 et avec la cave Villeneuve Durban fin 1999 début 2000.

En 1998, création du chai extérieur dit « chai égrappé ».

En 2006, agrandissement de la zone de stockage avec la création de l'entrepôt de stockage aujourd'hui vide.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Situation administrative du site;
- gestion des réseaux;
- rétentions et le respect de la compatibilité des produits entre -eux;
- suivi des produits chimiques;
- sécurité incendie,
- suivi de la TAR.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites**

**administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 3.2.1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation Administrative	Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 1.2.1	/	Sans objet
2	Acces, voies et aires de circulation	Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 2.1.3	/	Sans objet
3	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 3.1.3	/	Sans objet
4	Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 5.2.3	/	Sans objet
6	SUIVI DES BASSINS D'ÉVAPORATION	Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 3.2.5.7	/	Sans objet
7	FDS	Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 5.2.2	/	Sans objet
8	sécurité incendie	Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 5.4	/	Sans objet
9	risques chroniques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 2.	/	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

De manière générale, l'inspection a constaté que le site est bien tenu, tant sur le plan administratif que technique.

**2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Situation Administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubrique principale 2251
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> D'après les actes administratifs, les installations sont réglementées par : <ul style="list-style-type: none"><li>• le récépissé de déclaration du droit d'antériorité en date du 7/11/1994 pour la rubrique 2251 pour un volume de 59 000 hl/an ;</li><li>• l'arrêté préfectoral du 15/10/98 relatif au traitement des effluents ;</li><li>• le récépissé de déclaration du 08/09/2006 concernant la TAR soumise à déclaration sous la rubrique 2921 ;</li><li>• l'arrêté préfectoral du 15/01/2007 autorisant la cave à exploiter ses installations classées sous la rubrique 2251 pour un volume annuel de 150 000 hl ;</li><li>• le récépissé de déclaration d'antériorité du 03/11/13 : emploi de fluide frigorigènes dans des équipements clos sous la rubrique 1185-2, quantité maximale 538 kg;</li><li>• le récépissé de déclaration d'antériorité du 04/07/16 relatif aux rubriques 4130-2, 4718-2 et 4802 ;</li><li>• le récépissé de déclaration d'antériorité du 21/01/2019 relatif à la chaudière d'une puissance de 1,5 MW classée sous la rubrique 2910.</li></ul>
<b>Constats :</b> Suite au dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé en 2006, l'arrêté préfectoral du 15/01/2007 a autorisé l'exploitation du site. L'inspection des installations classées a réalisé un point sur la situation administrative de l'établissement : <ul style="list-style-type: none"><li>• Rubrique 2251 - préparation et conditionnement de vin : L'évolution de la nomenclature ICPE classe désormais la cave au titre des ICPE sous le régime de l'enregistrement pour une production maximale de 150 000 hectolitres/an. Production 2019: 39 141 hl , 2020 : 44 293 hl et 2021 : 30 121 hl. Par ailleurs, le site dispose d'un volume de cuverie total de 180 000 hectolitres. Toutefois, certaines de ces cuves ne servent qu'au stockage et d'autres qu'à la vinification.</li><li>• Rubrique 2750 - traitement des effluents : La cave dispose de 5 bassins pour traiter ses effluents. Il sont reliés à la cave via une canalisation. Les bassins accueillent actuellement des effluents de tiers pour un volume de 150 m3/an. Elle est classée au titre de la rubrique 2750.</li><li>• Rubrique 1185 : gaz à effet de serre fluorés La cave dispose de groupes froids pour un total de 515 kg de fluide frigorigène. Le site est soumis à déclaration au titre de la rubrique 1185.</li><li>• Rubrique 2910 : Chaudière La cave dispose d'une chaudière dont la puissance est de 1,5MW. Le site est classé au titre de la rubrique 2910 sous le régime de la déclaration.</li><li>• Rubrique 2921 : Tour AéroRéfrigérante La cave dispose d'une TAR d'une puissance de 837,7 kW. Le site est soumis à déclaration au titre de la rubrique 2921.</li><li>• Rubrique 4718 : Stockage de GPL La cave dispose d'un stockage de gaz GPL de 12,5T. Le site est soumis à déclaration au titre de la rubrique 4718-2.</li></ul> Concernant les autres activités exercées sur le site, les quantités employées ou les activités exercées sont inférieures aux seuils prévus dans la nomenclature des installations classées : <ul style="list-style-type: none"><li>- Rubrique 4130 : produits chimiques toxicité aiguë classe 3 Le site dispose d'un stock de SO2 gazeux de 150 kg et de 15 m<sup>3</sup> de produits contenant du SO2 liquide. Il n'est pas classé sous la rubrique 4130.</li><li>- Rubrique 4755 : Stockage alcool : La cave dispose d'un stockage d'alcool de bouche de 10 m<sup>3</sup>. Elle n'est pas classé sous la rubrique 4755-2.</li></ul>

<p>Rubriques IOTA :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1.1.1.0 : forage ou puits prélevant dans les eaux souterraines : pas de puits ou forage. Le site n'est pas classé au titre de la rubrique.</li> <li>• 2.1.5.0 : Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol. La surface imperméabilisée du site est de 3,5 ha. Le site est soumis à déclaration au titre de la rubrique.</li> </ul>
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Acces, voies et aires de circulation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 2.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, acces
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir libre accès aux installations, à l'exception de celles désignées par l'exploitant et des services d'incendie et de secours.  Les bassins d'évaporation doivent être ceinturés d'une clôture grillagée d'au moins 2 mètres de hauteur avec un portail verrouillé</p>
<p><b>Constats :</b> Les installations du site sont soit intérieures soit clôturées.  L'exploitant a indiqué avoir un projet de vente d'une partie de ses installations qui pourrait engendrer le fait que des personnes étrangères à l'établissement ait accès à ces installations.  Les 2 zones de bassins ont été visitées. Elles sont clôturées sur leur périphérie et munies de portails d'accès fermé à clé.</p>
<p><b>Observations :</b> Dans le cas de la vente d'une partie de ses installations, l'exploitant doit s'assurer que les distances d'isolement prévues par la réglementation (à minima 20 m des installations de stockage soumises à la rubrique 1510 et 5 m des autres installations soumises à la rubrique 2251...) sont respectées en vue de protéger les tiers des risques inhérents à son activité. Le nouveau périmètre des installations soumises à la réglementation ICPE, respectant ces prescriptions devra être transmis préalablement à la signature de l'acte de vente via un "Porter à connaissance".  L'exploitant devra aussi s'assurer que les tiers n'aient pas accès à ses installations.  Une vérification exhaustive des prescriptions des arrêtés préfectoraux réglementant le site et de la réglementation générale applicable aux installations doit être réalisée et synthétisée dans le "Porter à connaissance".</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 3.1.3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Schéma des réseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            La documentation sécurité-environnement comprend au minimum :            - les différents textes applicables aux installations,            - une copie de l'arrêté d'autorisation en vigueur pris au titre des installations classées et arrêtés complémentaires le cas échéant,            - les récépissés de déclaration et les arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables,            - les plans, en particulier ceux concernant l'implantation des réseaux d'eaux, des équipements de traitement des effluents,            - [...]</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant dispose dans un classeur des arrêtés préfectoraux et des récépissés réglementant le site ainsi que des copies des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables.            Le plan des réseaux du site a été consulté. Il mentionne les réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales.            Il présente entre les 2 réseaux : 1 vanne de jonction et 2 bouchons. L'exploitant a indiqué que les bouchons sont toujours placés en direction des eaux usées et la vanne de jonction était manipulée jusqu'à début 2022 avec basculement en eaux pluviales en cas d'alerte météo. Au vu de la capacité des bassins, l'exploitant a décidé de laisser ses réseaux toujours reliés au réseau des effluents.            La procédure, référencée 943/B intitulée « Gestion des eaux et des effluents » a été mise à jour début juin 2022. Des remarques ont été formulées concernant des points de vigilance à avoir concernant des arbres dans les digues, la vigilance météo et l'enregistrement des informations.</p>
<b>Observations :</b> L'exploitant doit modifier ses documents afin de prendre en compte les observations formulées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Conditions de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 5.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, stockages
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Toutes les dispositions doivent être prises dans la conception, la construction et l'exploitation des installations afin d'éviter toute pollution accidentelle des eaux ou des sols en particulier par déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel.            Le sol des aires et des bâtiments, où peuvent être stockés et manipulés des produits autres que le vin et susceptibles d'être à l'origine d'une pollution, doit être étanche, résistant à l'action des produits susceptibles de s'y répandre et aménagé de façon à former une cuvette de rétention capable de contenir tout produit accidentellement répandu ainsi que les eaux de lavage.            Le chargement ou le déchargement de tout produit susceptible d'être à l'origine d'une pollution, ne pourra être effectué en dehors des aires spéciales prévues à cet effet et capables de recueillir tout produit éventuellement répandu ainsi que les eaux de lavage.</p>
<p><b>Constats :</b> 2 aires de chargement de vin (chai égrappé et chais Francis) sont présentes sur le site. L'aire « chai égrappé » a été visitée. Elle est bétonnée et collectée au réseau des effluents.</p>
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Prélèvement d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            La SCA "Mont Tauch" est alimentée en eau par le réseau public d'eau potable. La consommation annuelle d'eau, indépendamment de la lutte contre l'incendie et des exercices de secours, est limitée à 25 000 m<sup>3</sup>.            Le réseau public de distribution d'eau doit être protégé par un dispositif de protection anti-retour reconnu efficace. L'arrêt au point d'alimentation doit pouvoir être obtenu promptement en toute circonstance par un dispositif clairement reconnaissable et aisément accessible.</p>
<b>Constats :</b> L'eau du site provient exclusivement du réseau public via 1 seule arrivée d'eau. D'après l'exploitant, la disconnexion est physique mais il n'a pas pu le prouver.
<b>Observations :</b> L'exploitant doit apporter la preuve de la disconnexion physique ou de l'installation d'un disconnecteur de type BA.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : SUIVI DES BASSINS D'ÉVAPORATION

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 3.2.5.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement des effluents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            L'exploitant met en oeuvre des moyens de surveillance de ses bassins pour lui permettre d'agir dans les délais suffisants pour prévenir toute fuite d'effluent que ce soit par débordement, infiltration ou érosion des digues.            Dans chaque bassin, la hauteur de la lame d'eau lue sur une échelle limnimétrique est relevée au moins une fois par mois. Cette information est consignée sur un registre avec les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- consommation totale d'eau depuis le dernier relevé,</li> <li>- le volume d'effluent refoulé vers les bassins depuis le dernier relevé,</li> <li>- la hauteur des précipitations enregistrée depuis le dernier relevé.</li> </ul> <p>Ces informations sont accompagnées de tout commentaire utile à leur compréhension. Les incidents survenus sur le système de traitement sont également notés avec les dispositions prises pour y remédier et les résultats obtenus. Ces registres doivent être archivés pendant une période d'au moins deux ans et tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.            Tout déversement d'effluents dans les bassins est suspendu si sa hauteur ménagée est inférieure à 200 mm.</p>
<p><b>Constats :</b> Les 5 bassins du site sont munis d'une échelle limnimétrique. Les niveaux d'eaux sont relevés régulièrement.            L'entretien des abords des bassins est réalisé régulièrement.            Des arbres ont été observés dans les digues des bassins ou à proximité immédiate coté val. Le système racinaire des arbres peut créer des dommages.            Les hauteurs d'eau dans les bassins étaient toutes inférieures à 20 cm.</p>
<b>Observations :</b> L'exploitant doit porter une attention particulière aux arbres situés sur les digues.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : FDS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 5.2.2
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, FDS – Produits incompatibles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant réalise et tient à jour l'inventaire des produits toxiques ou dangereux pour l'environnement présents dans l'établissement.  L'exploitant doit avoir à sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R 231-53 du code du travail.</p>
<p><b>Constats :</b> Le tableau listant les produits chimiques présents sur le site a été consulté.  La FDS du « HD plus FOAM » a été consultée dans le classeur regroupant les FDS. Elle est datée du 03/04/2022. Le produit a un pH de 11,5 et présente les phrases de risques H290 et H 314.  Au cours de la visite, les produits chimiques liquides étaient sur rétention. La consigne de sécurité relative à la manipulation des produits dangereux a été vue affichée dans le local. Aucun produit chimique incompatible n'a été observé, stocké sur une même rétention.  Ont été vu 9 bidons de 20 l + 36 bidons de 20l du produit « HD plus FOAM » ce qui est inférieur aux quantités maximales indiquées dans le tableau consulté.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : sécurité incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, vérification des moyens de secours
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositifs de sécurité, les moyens de secours ainsi que les équipements individuels d'intervention doivent être maintenus en bon état et contrôlés périodiquement à des intervalles ne devant pas dépasser six mois, ainsi qu'après chaque utilisation.  L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.  Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspecteur des installations classées.  L'ensemble du système de lutte contre l'incendie doit faire l'objet d'un plan de sécurité établi par l'exploitant</p>
<p><b>Constats :</b> Les consignes générales d'incendie ont été observées affichées dans la cave.  Le registre de sécurité a été consulté. Il mentionne la vérification des 116 extincteurs du site le 14/03/2022 et le 16/05/2022. Il mentionne aussi que la vérification des portes coupe feu et des trappes de désenfumage a été réalisée le 31/03/2022.  Le cahier relatif aux vérifications électriques réalisées sur le site depuis 1957 a été consulté. La dernière vérification effectuée est datée du le 17/03/2022. Le rapport de vérification n'a pas été consulté.</p>
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 9 : risques chroniques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, redémarrage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement. Avant tout redémarrage et en fonctionnement, l'exploitant s'assure du bon état et du bon positionnement du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires. Lors d'un changement de dispositif de limitation des entraînements vésiculaires, l'exploitant s'assure auprès du fabricant de la compatibilité de ce dernier avec les caractéristiques de la tour, pour le respect du taux d'entraînement vésiculaire défini au 2.5. <b>Objets du contrôle :</b> – vérification visuelle sur site de la propreté et du bon état de surface de l'installation ; – vérification visuelle sur site du bon état et du bon positionnement du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires lorsque celui-ci est visible ou accessible ; en cas de changement du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires, présence d'un justificatif précisant la compatibilité de ce dernier avec les caractéristiques de la tour.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté sa consigne de redémarrage de la TAR, le plan de maintenance d'entretien et de contrôle ainsi que le carnet de suivi où sont consignés les actions de nettoyage et de mise en route de l'installation. Vu tableau du 17/08/21 relatif au journal des interventions et au contrôle visuel avant démarrage. Pas de démarrage en 2021.
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet